

La Règle de Saint Benoît



Paulin MANWELO, Jésuite. Rédacteur en chef adjoint *ad interim* de *Congo-Afrique*. Il est Professeur à l'Université de Kinshasa, à la Faculté jésuite de Philosophie St Pierre Canisius de Kimwenza et à l'Université Catholique du Congo. Actuellement, il est aussi Secrétaire Général du CADICEC. manwelop@hotmail.com

Fidèles à la tradition de *Congo-Afrique*, les réflexions du mois de mai gravitent autour d'un thème important de notre vie en société, à savoir le travail. Il s'agit ici d'examiner ce thème dans tous ses paramètres : manuel, intellectuel, innovation, « débrouillardise à la congolaise », y compris son envers, le chômage, qui est à la base de la pauvreté, toujours galopante, dans notre pays ; car, comme l'observe fort bien le Prof. Max Kupelesa, S.J., dans sa réflexion sur la *Lutte contre la pauvreté*, le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui, « même le travail ne met plus à l'abri de la précarité socio-économique. Parmi ceux qui font l'expérience de la pauvreté monétaire et des conditions de vie, il y a aussi bien des travailleurs au salaire précaire que la masse des diplômés ou non en situation de non-emploi ».

Pour mieux situer la problématique du travail de manière générale, rappelons d'abord ici la sagesse de St Benoît à ce sujet. On la trouve consignée dans sa fameuse Règle monastique, la Règle de Saint Benoît, qui stipule ce qui suit pour une vie ordonnée et orientée vers le progrès spirituel et social : une journée comporte 24 heures qu'il faut diviser en trois parties, ayant chacune 8 heures, réparties en 8 heures de sommeil, 8 heures de loisir (lecture et détente telles que le sport et la promenade) et 8 heures de travail (manuel, intellectuel ou autre).

À la lumière de cette sagesse séculaire, il y a fort à parier que, dans notre pays, ces proportions ne sont guère respectées. Bien au contraire, le temps que nous accordons à la détente, au loisir et autres formes de jouissance, surtout lorsque celles-ci concernent la musique et la danse, est souvent disproportionné par rapport à celui accordé au travail en tant que tel. Or, dans un pays « pauvre » comme le nôtre, il nous faut travailler dix fois plus, si nous voulons réellement prendre part au banquet des puissants de ce monde.

Voilà, un premier élément qui pose problème, quant à la valeur et l'importance du travail dans notre pays. Le travail, assidu et continu, constitue la source de la prospérité d'une nation. Une société dont la population passe son temps à s'amuser et à profiter de toute occasion pour des célébrations festives et fastueuses est vouée à être à la traîne des autres qui considèrent le travail comme la clef du succès économique et social.

La réflexion du Professeur Richard Ngub'Usim met en exergue une autre dimension du travail qui pose problème dans notre pays, à savoir, l'inadéquation entre la formation (éducation), l'emploi et le travail. Il écrit : « depuis plusieurs décennies, (il y a) un hiatus entre la formation que nos établissements d'enseignement universitaire assurent à la jeunesse dans plusieurs domaines saturés et les réalités de l'environnement social et professionnel de notre pays ». A telle enseigne que bon nombre de diplômés de nos universités « restent sur la touche » ; « les chances de trouver effectivement un emploi (étant) fort maigres, à cause, d'une part, d'une formation présentant de nombreuses lacunes, et, d'autre part, à cause d'un marché de l'emploi où l'offre est maigre et aléatoire. (Ainsi, ils) finissent par atterrir dans le secteur informel expansif, fait de « débrouillards ». Et là, ils découvrent un travail : « tenanciers ou vendeurs dans des kiosques de télécommunication, tenanciers de dépôts de vente de boissons, de boutiques de vente de produits divers. Bref, ils sont dans le petit commerce, dans le transport ; ils sont propriétaires et gérants des pousse-pousse. Certains deviennent même des motards, appelés « Wewa ».

Jean-Claude Kaka consacre, précisément, sa réflexion sur le travail des « Wewa ». Il souligne le caractère *sui generis* de ce travail dans le secteur du transport à Kinshasa depuis 2007. Mais, selon J.C. Kaka, s'il est vrai que le phénomène « wewa » constitue une « solution palliative, viable et efficace », une réponse « par le bas » pour résoudre le problème de transport dans la ville de Kinshasa, et s'il est vrai également que ce phénomène démontre l'esprit d'inventivité et de créativité de l'emploi dans le secteur informel, qui représente plus de 60% des activités économiques dans notre pays, force est de reconnaître qu'il ne résout nullement le problème de l'emploi et du travail. Car il fonctionne sur des bases aléatoires et précaires. En effet, des enquêtes menées sur le phénomène « wewa » révèlent des aspects inquiétants : 68,42% des taxi-motards de moins de 18 ans sont des élèves ; plus de 80% des enquêtés conduisent la moto sans plaque d'immatriculation et sans assurance ; une grande majorité de motocyclistes ne portent pas de casque de protection ; pire, 40,5% des enquêtés s'adonnent à la consommation surdosée d'alcool et 43,6% au tabac (J.C. Kaka). Bien plus, lorsque dans un pays, le travail formel devient une exception et l'informel, la règle (Ngub'Usim), c'est que l'on a affaire à un contexte social de pourrissement et d'anarchie sociale.

Dans ce contexte, le défi pour lutter contre une invasion massive et anarchique de l'informel et, partant, pour lutter contre la pauvreté, c'est de promouvoir un travail décent pour tous. Charles Mayola fait précisément « un plaidoyer pour un travail décent ». S'inscrivant dans le sillage du Conseil Economique et Social des Nations Unies, il affirme que le « travail décent est source de dignité personnelle, de stabilité familiale, de paix dans la communauté, de démocratie au service des peuples et de croissance économique qui augmente les possibilités d'emplois productifs et de développement des entreprises ». L'accès à ce travail est essentiel pour chaque homme et chaque femme « pour assurer l'éradication de la faim et de la pauvreté, l'amélioration du bien-être économique et sociale de tous, la réalisation d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable de toutes les nations, et une mondialisation équitable et fédératrice ».

Dans une démarche d'un « vieux » missionnaire belge en RD Congo, qui a passé toute sa vie « sur terrain » et qui parle de la RDC en termes de « notre pays », le P. Léo Duvieusart, S.J., propose une stratégie plutôt pragmatique et réaliste pour, non seulement, promouvoir l'esprit de travail, mais aussi pour lutter contre la pauvreté : investir dans l'agriculture « pour que la RDC devienne un miracle ou un « scandale » agricole. Car, parler de chômage et de pauvreté dans un pays où abonde l'eau ; où il y a « absence de la saison d'hiver pendant laquelle toute vie végétative est temporairement bloquée par le froid » et où l'on peut, par exemple, planter le « moringa » – arbre à grand intérêt nutritionnel (Ignace Balow'A Kalonji) – toute l'année, y compris en saison sèche ; dans un pays « qui possède la deuxième forêt équatoriale du monde où l'emploi agricole demande moins d'investissement financier et matériel que n'en exige l'augmentation de la production et d'emplois industriels », voilà ce qui constitue un « scandale » au sens propre du terme.

Voilà, autant de pistes pour faire du travail, comme nous le rappelle la Règle de St Benoît, non pas un appendice, une dimension superfétatoire, mais bien plutôt une partie substantielle de notre être et de notre temps quotidien sans laquelle « notre vie tombe en ruine » inexorablement. ■